



### Les économies démocratiques : Sauvegarder et préserver

C'est avec passion et clarté que Lucia expliquait comment l'économie du progrès avait balayé les moyens de subsistance de sa famille qui vivait au pied des montagnes avant de les rejeter dans un bidonville de Guatemala city.

« Nous avons toujours été pauvres », racontait-elle. « Mais jamais nous n'avions été dépourvus de moyens ni dépendants des autres sauf de notre famille et de notre communauté avec lesquelles nous partageons nos ressources. Aujourd'hui, nous n'avons plus rien, nos familles sont dispersées dans tout le pays et nos communautés ont disparu ».

Lorsque Lucia était jeune, la terre où elle vivait était en grande partie propriété communale. On utilisait des parcelles qui appartenaient aux ménages depuis toujours pour y faire pousser des cultures vivrières et on vendait ou troquait les excédents pour acquérir des biens nécessaires. La communauté s'était organisée en une économie locale qui lui assurait sa subsistance. On arrondissait les revenus grâce au travail saisonnier dans les grandes propriétés voisines ou encore dans les plantations côtières. L'argent circulait pendant longtemps au sein de la communauté.

La dislocation du tissu familial et communautaire a commencé avec les promesses de réforme agraire et la promotion des cultures de rapport. L'État a dû céder à la pression des bailleurs de fonds qui en faisait une condition préalable au rééchelonnement de la dette. On a commencé par privatiser les terres communales et octroyer des titres de propriété. Pour cela, il a fallu morceler les terres communales dont on a remis les titres de propriété des diverses parcelles aux hommes, chefs de famille. On avait d'abord pensé que cette réforme était positive dans la mesure où elle permettait de faire valoir un titre de propriété dans un monde où possession et argent font loi. Mais, rapidement, les nouveaux propriétaires ont été encouragés à hypothéquer leurs terres pour obtenir les crédits nécessaires à l'achat de semences et autres intrants agricoles. C'était seulement ainsi qu'ils pouvaient se tourner vers de nouvelles formes de cultures destinées aux exportateurs de produits de base vers les pays du Nord. Au nombre des premières cultures de rapport, figuraient *l'ajonjolí* (sésame) et les piments miniatures.

Ainsi donc, les familles de paysans avaient acquis des terres, généralement seulement une partie de celles auxquelles elles avaient toujours eu accès, en plus d'une dette. Comme les banques refusaient souvent d'ouvrir des crédits à de pauvres agriculteurs, ce sont donc les sociétés d'exportation qui se sont chargées de fournir une avance sur la vente des récoltes sous forme de semences et d'intrants chimiques. Comme la plupart des paysans se faisaient concurrence pour la production des mêmes cultures de rechange, le prix des récoltes a chuté tandis que le coût des intrants augmentait. Bientôt, les coûts sont devenus supérieurs aux recettes, aggravant l'endettement des paysans. Ils ont été contraints de vendre leurs terres ou de les céder aux créanciers. Peu à peu, elles ont été regroupées dans de vastes entreprises agro-alimentaires. Même les exploitations familiales les plus saines ne pouvaient plus soutenir la concurrence. En moins d'une génération, l'économie locale a été anéantie. Déjà, les jeunes étaient partis vers les villes en quête de travail; ils ont été suivis, un peu plus tard, par des familles entières qui avaient tout perdu.

L'histoire de Lucia n'est pas unique. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la disparition des économies locales et des exploitations familiales aux cultures diversifiées au profit de l'industrie agro-alimentaire et de la monoculture au service des marchés internationaux. Les structures locales et communales n'ont pas résisté face aux impératifs de la productivité industrielle et des économies d'échelle. L'histoire de Lucia n'est qu'une variation de plus sur un thème bien connu en Amérique latine et dans le reste du monde.

Certes, on pourrait penser que ce processus est tout aussi naturel qu'inévitable et qu'il sert un intérêt supérieur; mais en réalité, il détruit des vies, défigure des paysages et mine des écologies sociales. La majorité des déplacés, des gens comme Lucia et sa famille, sont arrachés de chez eux par une notion de « progrès » qui leur est imposée de l'extérieur. Pourtant, rien ne justifie que la transformation des campagnes ne puisse se réaliser par et pour les petits exploitants agricoles et les communautés traditionnelles ou que l'urbanisation doive nécessairement exclure des millions qui n'auraient droit ni à la chance ni à la dignité. La vie des pauvres peut s'améliorer de manière substantielle lorsqu'ils sont directement impliqués comme agents économiques ou quand les politiques économiques s'intéressent aux êtres dans leur globalité, incluant : l'accès à la santé, à l'éducation, aux moyens de subsistance, aux infrastructures sociales et matérielles, incluant des services publics tels que les routes, l'eau et l'électricité.

Toute activité sociale, y compris l'économie de société, dépend d'ensembles complexes d'actions et de dynamiques. C'est pourquoi Inter Pares défend l'idée de « l'économie démocratique » qui prône l'adoption de modèles d'économies d'inclusion axées sur la vie de tous les citoyens et gérées par ces derniers pour leur intérêt. Ce *Bulletin* raconte les histoires de gens qui, ensemble, s'attellent à reprendre en main les rênes de leur vie, de leurs économies et de leur avenir. ❧



# À qui profitent les richesses de la Birmanie?

La Birmanie est une terre de contrastes avec ses forêts de teck, ses paysages montagneux, ses rizières fertiles et ses vallées verdoyantes. Doté de grandes richesses naturelles, c'est un pays qui se caractérise aussi par la diversité ethnique, linguistique et historique de sa population.

En dépit de cette abondance, la majorité des habitants sont appauvris. Les ressources naturelles du pays sont exploitées par la junte militaire au pouvoir. Non seulement les richesses ont-elles été pillées pour le seul bénéfice des militaires mais elles leur ont aussi permis d'équiper l'une des plus grandes armées d'Asie. Le pouvoir de la dictature se trouve renforcé par les partenariats avec des entreprises étrangères, y compris des entreprises canadiennes, qui fournissent l'expertise et la technologie nécessaires à l'exploitation des ressources qui sont exportées vers les pays voisins.

Les citoyens ordinaires ne bénéficient pas des profits générés par l'exploitation des ressources naturelles du pays.

De nombreuses régions de la Birmanie, en particulier les zones frontalières, souffrent de l'absence de services de santé et d'éducation. Le développement industriel du pays coïncide dans une large mesure avec la militarisation de la société, le déplacement forcé des populations et les violations des droits de la personne. Près de 40 % du PIB est consacré aux dépenses militaires alors que l'État n'en alloue que 0,4 % à la santé et 0,5 % à l'éducation.

Au cours des dernières années, d'importants gisements de gaz naturel ont été découverts le long de la côte occidentale. Ces réserves, probablement les plus importantes de l'Asie du Sud-Est, pourraient rapporter à la junte militaire près de trois milliards de dollars par an. Un plan d'exploitation se prépare dans le cadre du projet Shwe Gas Development qui compte sur la participation de partenaires indiens et sud-coréens. L'Inde devrait être le plus gros acheteur. Il est probable que les gazoducs traversent les États de Chin et d'Arakan en Birmanie, le Bangladesh et la zone fortement militarisée du nord-est de l'Inde.

Les communautés qui seraient touchées par la construction du gazoduc sont fortement opposées à cette perspective. Les habitants des régions que le gazoduc devrait traverser n'ont pas été consultés. En l'absence d'élus, les pouvoirs publics ne

sont pas tenus de rendre compte de leurs décisions. Quant aux médias qui subissent une censure sévère, ils se sont contentés de chanter les louanges du projet sans fournir la moindre information concrète. Enfin, on n'a procédé à aucune étude des impacts sociaux et environnementaux. Dans un pays où toute forme de dissidence donne lieu à une répression féroce, les opposants au projet s'expriment à leurs risques et périls.

C'est qu'on craint la répétition de l'expérience du gazoduc vers la Thaïlande. En effet, sa construction avait donné lieu à l'évacuation forcée de villages entiers, au travail forcé, à des actes de viol et à des exécutions sommaires aux mains des soldats birmans. Dernièrement, Unocal, un partenaire américain dans le projet de gazoduc, a accepté un arrangement à l'amiable avec des villageois birmans qui réclamaient, devant les tribunaux américains, des dommages-intérêts pour les exactions dont ils ont été victimes.

La région d'Arakan subit une présence militaire massive

puisque l'on estime à 25 000 le nombre de soldats qui y sont déployés. Les craintes de répression sont fondées. Il s'agit aussi d'une région extrêmement pauvre où la population espère pouvoir bénéficier des retombées de l'exploitation des gisements gaziers. En effet, le réseau électrique est rudimentaire dans l'ouest de la Birmanie mais il y a fort à parier que le gaz sera exporté et ne servira pas à combler les besoins énergétiques du pays.

Les organisations de réfugiés et de déplacés birmans vivant le long des frontières occidentales de la Birmanie ont créé le *Shwe Gas Pipeline Campaign Committee*. Ce Comité recueille des informations sur le projet

et les diffuse à l'intérieur, dans l'État de l'Arakan, et à l'extérieur, en Inde et au Bangladesh. Le Comité forme des alliances avec des militants environnementaux, étudiants et des droits de la personne en Inde, au Bangladesh et en Corée du Sud. Ils font campagne contre le projet.

Inter Pares appuie l'action du Comité qui réclame que le projet Shwe Gas soit réalisé de sorte que la population birmane en bénéficie. Il faut toutefois admettre que la population birmane n'aura le pouvoir de s'en assurer qu'après l'élection d'un gouvernement démocratique qui remplacerait le régime militaire actuel. ✂



RITA MORVIA

# Likhaan : Pour reconstruire la communauté

Vivre dans les bidonvilles de Manille, aux Philippines, n'est pas toujours très gai. Les habitations sont construites avec des matériaux récupérés comme le plastique et le carton. L'accès aux services publics, y compris les soins de santé, est limité. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés. Les habitants ne sont pas propriétaires de leurs terrains; il arrive régulièrement que leurs abris soient détruits et qu'ils soient relogés de force loin de la ville. Les emplois sont rares et nombreux sont ceux qui vivent de la récupération de matériaux de rebut.

Et pourtant, ils forment de véritables communautés. Au moment où les économies agricoles s'effondrent, des communautés rurales entières se sont déplacées vers les bidonvilles en espérant trouver de quoi subsister. Une résidente explique : « Nous ne recevons aucune aide de l'État. Alors les voisins s'entraident ».

Likhaan, une organisation qui s'occupe de la santé des femmes, est active dans ces bidonvilles, renforçant les capacités internes des communautés. Likhaan a mis au point une approche de développement communautaire axée sur la santé primaire. Elle part du principe que l'état de santé est un facteur des conditions socio-économiques et qu'un programme de santé adapté doit permettre de prodiguer des soins de base; il faut aussi aider les femmes à affronter le chômage et les

conditions environnementales et de logement déplorables ainsi que leur propre vulnérabilité. Likhaan aide donc les femmes à s'organiser et leur dispense une formation en matière de soins de santé. Elles parviennent alors à créer des associations qui s'intéressent au sort des membres les plus vulnérables de la communauté, à offrir des soins de santé primaire et à traiter de certaines conditions sociales propres à leur communauté. En outre, Likhaan inscrit ces associations dans le cadre d'activités de plaidoyer auprès de l'État sur des questions telles que la réforme urbaine, le développement, l'accès aux services publics, la santé et les droits de la personne.

Dr Sylvia Estrada-Claudio, membre fondatrice de Likhaan, résume ainsi l'action de l'organisation : « Dès qu'on se met à parler de développement, on s'engage dans une polémique sur la nature du développement et sur les objectifs recherchés. Quant à moi, je préfère réfléchir aux besoins des femmes dans une communauté. Demandez-leur ce qu'elles veulent. Elles vous diront qu'elles veulent un logement décent et être propriétaires de la terre sur laquelle leur maison est bâtie... qu'elles veulent pouvoir décider si elles auront des enfants et du nombre d'enfants qu'elles auront... qu'elles veulent pouvoir nourrir leurs enfants et leur assurer une éducation... qu'elles veulent un emploi. Elles veulent être respectées et voir leurs droits respectés. C'est tout simple... et c'est ce que j'entends par développement ».

## Notre avenir collectif

Le développement économique non réglementé, en particulier celui qui est fondé sur l'exploitation des ressources naturelles, ne permet que rarement la réalisation du bien collectif. Bien souvent, c'est une poignée de gens qui en profite au détriment de la majorité.

Historiquement, il s'agit de l'expérience des communautés autochtones du monde entier. Leurs terres confisquées pour la construction de barrages hydroélectriques ou l'exploitation minière et pétrolière. Ces populations ont été chassées de leurs terres ancestrales. Rares sont celles qui ont profité du développement car les richesses créées loin des terres exploitées se retrouvent en des mains étrangères; la majorité a été appauvrie et divisée par les manipulations des États et des entreprises.

Mais ce n'est pas inévitable. Il y a deux ans, par une chaude journée d'été, quatre Premières Nations du nord de Thunder Bay, en Ontario, les Nations d'Eabametoong (Fort Hope), Neskantaga, Nibinamik et Wunnumin, ont signé un accord de coopération pour l'évaluation des risques et des avantages éventuels de l'exploitation du diamant sur leurs terres. Cet accord marquait un pas de plus vers une concertation véritable pour relever ensemble les défis des travaux de recherche et d'étude.

Un an plus tôt, une entreprise minière avait engagé des pourparlers séparés avec des représentants de chaque communauté pour faire valoir ses droits sur leurs terres. Ces derniers, ayant eu le sentiment que l'entreprise cherchait à les dresser les uns contre les autres, ont pris conscience de la nécessité d'en savoir plus pour éviter tout conflit susceptible de nuire à leur avenir collectif. Ils se sont donc adressés à Mines Alerte Canada (MiningWatch Canada- MWC), un homologue d'Inter Pares, et à la Nation Nishnawbe-Aski (NNA).

MWC et la NNA les ont invités à rencontrer des membres d'autres communautés touchées par les activités minières, dans le cadre d'une consultation pan-canadienne des chefs des communautés autochtones. Ils ont discuté avec des membres de la Première Nation Lutsel K'e qui a négocié des accords avec des entreprises d'exploitation diamantifère sur ses terres, près de Yellowknife. Ils ont appris qu'il existe des techniques d'exploitation moins néfastes pour l'environnement. Ils ont aussi appris qu'ils pouvaient avoir leur mot à dire sur la répartition des bénéfices au sein de la population.

Des représentants de la Nation Nibinamik ont ensuite organisé avec MWC une rencontre entre les membres de leur communauté et d'autres groupes autochtones et des chercheurs et des avocats ayant une expérience technique, juridique et de négociation. Les représentants communautaires ont appris qu'ils avaient le droit et le pouvoir d'exiger qu'on leur accorde le temps nécessaire à la conclusion des travaux de recherche et à l'organisation de consultations communautaires. Ils en ont profité pour définir des sujets de recherche et en discuter dans leur communauté.

Enrichis par l'expertise de MWC, les débats et les échanges se sont poursuivis. Dix-huit mois plus tard, des communautés des Premières Nations ont rejoint les rangs d'autres communautés autochtones et minières et des organisations syndicales et environnementales de l'Ontario pour créer le *Ontario Mining Action Network*. Celui-ci s'est maintenant intégré à un réseau pancanadien de personnes, de communautés et d'organisations soucieuses de partager leur expérience et leur expertise. MWC continuera de favoriser et d'enrichir ces réseaux d'entraide dont les décisions seront cruciales pour les générations à venir.

# À la défense de l'agriculture : Les voix du Sud se font entendre

En une journée glaciale du mois de mars dernier, plus de 500 personnes se sont retrouvées à Ottawa dans un espace public pour entendre huit paysans, chercheurs et militants environnementaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine raconter leur expérience des cultures vivrières génétiquement modifiées. La rencontre d'Ottawa était le point d'orgue d'une semaine riche en événements. Durant leur séjour, ces militants internationaux ont participé à des réunions publiques à Montréal, Saskatoon et Ottawa, rencontré des députés fédéraux, témoigné devant le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et consacré une journée entière à une table ronde avec plus de trente fonctionnaires fédéraux travaillant sur divers aspects des biotechnologies. Au cours de chaque réunion, ils ont demandé au Canada de s'abstenir de promouvoir les produits génétiquement modifiés dans les pays du Sud, en soulignant que la perte de maîtrise par les paysans des cultures traditionnelles et des variétés de semences porterait atteinte à la production alimentaire mondiale.

Le Canada est le troisième plus grand producteur d'aliments génétiquement modifiés. La majeure partie du maïs, du soja et du canola plantés au Canada est le résultat de manipulations transgéniques où les gènes d'une espèce sont introduits dans une autre espèce. Ainsi, le maïs Bt est le fruit du croisement du maïs et du *bacille thuringiensis* (Bt), créé pour résister aux nuisibles. Bien que les aliments génétiquement modifiés aient été déclarés sûrs par les autorités canadiennes, ils n'ont pas fait l'objet d'études approfondies quant à leurs effets sur la santé. C'est tout simplement que les biotechnologies sont trop nouvelles.

Les militants internationaux de l'agriculture sont particulièrement préoccupés par la promotion internationale des cultures vivrières génétiquement modifiées faite par le Canada. Avec les entreprises biotechnologiques, le gouvernement canadien organise des missions commerciales, des partenariats de recherche et des activités de renforcement des capacités qui font la promotion d'un cadre réglementaire semblable à celui qui existe au Canada et qui n'établit pas de distinction entre les produits génétiquement modifiés et autres formes « d'aliments nouveaux ». Dernièrement, le Canada s'est joint aux efforts des États-Unis et de l'Australie pour contrer, au sein de l'Organisation mondiale du commerce, un moratoire de fait imposé par l'Union européenne sur les aliments génétiquement modifiés et ayant reçu l'appui d'une vaste majorité de pays. Le Canada a aussi tenté de contrer un autre moratoire international sur les semences « Terminator » conçues pour empêcher les agriculteurs d'exploiter les semences d'une année à l'autre. Ces semences stériles sont extrêmement dangereuses parce qu'elles mettent les agriculteurs à la merci des multinationales qui les produisent.

Samamma et Narsamma, deux agricultrices indiennes qui ont pris la parole au cours des divers événements de la semaine, ont expliqué comment elles dépendaient de moins de deux hectares pour la nourriture, le combustible et le fourrage. Ces petites exploitations agricoles, à l'instar de millions d'autres dans les pays du Sud, sont autosuffisantes et couvrent les besoins alimentaires de base des agriculteurs et de leur famille tout en dégageant un léger excédent écoulé au marché.

Samamma et Narsamma possèdent de solides connaissances en matière d'agriculture bio-diversifiée et sans produits chimiques, savent bonifier les sols et sélectionner les semences, les stocker et les régénérer d'une saison à l'autre.

La collecte des semences par des paysannes telles que Samamma et Narsamma constitue la base de la sécurité alimentaire mondiale et garantit la préservation de la diversité biologique par l'évolution continue des plantes dans différents environnements. Par contre, l'achat de semences manipulées génétiquement donne lieu à une augmentation des coûts et oblige le paysan à signer un contrat dans lequel il s'engage à ne pas garder de semences en vue de leur réutilisation à la saison prochaine. À terme, il en résulte une concentration et une privatisation de la production alimentaire, une des premières activités du genre humain.

Nos visiteurs internationaux ont aussi soulevé une autre préoccupation – celle de la contamination des cultures locales par les plantes génétiquement modifiées. Melina Hernández Sosa, une mexicaine zapotèque, s'est exprimée avec beaucoup d'éloquence sur la question. Des espèces américaines de maïs modifié, dont le maïs StarLink, ont contaminé les espèces endémiques mexicaines. Pour le Mexique, cette contamination est un sujet de préoccupation grave étant donné que le maïs StarLink, qui n'a pas été approuvé pour la consommation humaine, a contaminé la denrée de base de l'alimentation de la population mexicaine. En outre, le Mexique est un des hauts lieux mondiaux de la diversité biologique du maïs; il s'ensuit que toute perte de cette diversité biologique d'importance n'a pas de répercussions sur les seuls agriculteurs mexicains mais aussi sur le monde entier.

P.V. Satheesh, un militant indien, a fait part de son optimisme à la vue des centaines de personnes qui ont assisté aux rencontres publiques de Saskatoon, de Montréal et d'Ottawa. « Nous sommes très heureux de constater que les Canadiens se sentent touchés par ces questions et qu'ils appuient notre démarche. Nous avons aussi appris que les agriculteurs canadiens étaient confrontés aux mêmes problèmes. Nous devons continuer de travailler tous ensemble pour trouver des solutions ». ❧

*Les événements mentionnés ci-dessus ont été organisés par le Groupe de travail sur la politique du Canada concernant la biotechnologie agricole et les pays en développement. Il regroupe les Canadian Organic Growers, le Conseil des Canadiens, ETC Group, Inter Pares, The National Farmers Union, Polaris Institute, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada et USC Canada.*

*Ces activités ont bénéficié du soutien de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), à Ottawa.*

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)  
Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

